

## Un commissaire pour les SIG ?

Le CELSIG a écrit, le 7 mai dernier, au président de la Commission européenne pour souligner la nécessité de doter la Commission des moyens nécessaires afin d'articuler le traitement sectoriel des services d'intérêt général avec une approche transversale. A cette fin, le CELSIG propose qu'un commissaire soit spécifiquement chargé de cette mission.

Lettre sur

[http://www.celsig.org/?bcsi\\_scan\\_C9A5957D136929BF=1](http://www.celsig.org/?bcsi_scan_C9A5957D136929BF=1)

## Galileo

Le blocage des négociations sur le contrat de concession de Galileo mettant en péril l'achèvement du programme européen de radionavigation par satellite, la Commission, à la demande du Conseil des ministres européens des transports et du Parlement européen, a adopté, le 16 mai dernier, une communication où elle fait des propositions pour respecter l'échéance de 2012. Elle y constate que l'implication dès le début du projet du secteur privé, dans le cadre d'un partenariat public-privé, ne permet pas d'aboutir dans les délais voulus. Le rapport, ensuite, "démontre que la mise en place de l'ensemble de l'infrastructure initiale, piloté et financé par le secteur public, s'avère le plus avantageux, le plus réaliste, et, à terme, le moins coûteux". Deux pistes sont proposées, un financement par le budget communautaire, que soutient la Commission, ou un financement par les budgets nationaux, ce que préfère l'Allemagne ou le Royaume-Uni. En même temps, la communication préconise que la mise en place de l'infrastructure, soit confiée à un concessionnaire privé. Il appartiendra au Conseil des ministres des transports de se prononcer.

## Services sociaux d'intérêt général

A l'occasion de la conférence "Services sociaux et de santé d'intérêt général. Vers une stratégie européenne ?" organisée le 5 juin dernier, par le collectif SSIG-fr en partenariat avec six réseaux européens, le commissaire Spidla, en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, a annoncé qu'il proposerait, à l'automne 2007, au collège des commissaires de la Commission une communication pour clarifier les aspects juridiques soulevés par sa communication d'avril 2006 "Mettre en oeuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne" (voir bulletin 194). Ce document, ainsi que la Communication sur les services d'intérêt général toujours en attente, devrait faire partie du rapport annoncé par la Commission pour l'automne prochain sur la révision de la stratégie pour le marché unique du 21<sup>ème</sup> siècle (voir bulletin 217).

## Transports

♦ **Troisième "paquet" maritime** : Le Parlement a adopté en première lecture, le 25 avril dernier, ses rapports sur cinq des sept propositions de l'ensemble composant le troisième "paquet" législatif maritime, dit Erika III, .../...

## A Commissioner for SGIs?

On 7<sup>th</sup> May CELSIG wrote to the president of the European Commission stressing the need to provide the Commission with necessary means in order to link the sectoral treatment of services of general interest with a transversal approach. To this end, CELSIG suggests the nomination of a commissioner specifically in charge of this mission.

Letter available at

<http://www.celsig.org/indexGB.htm>

## Galileo

The blockage of negotiations on the Galileo concession contract is seriously affecting the completion of the European satellite radio navigation programme. The Commission, at the request of the Council of European Ministers of transport and the European Parliament adopted, on 16<sup>th</sup> May, a communication in which it makes proposals on how to meet the 2012 deadline. In it, it notes that the involvement, right from the start of project, of the private sector, within the framework of a public-private partnership, does not make it possible to attain completion within the targeted period. The report then, "shows that the setting up of the whole of the initial infrastructure, run and financed by the public sector, proves to be most advantageous, most realistic and, in the long term, the least expensive". Two openings are proposed, a financing by the Community budget, which the Commission supports, or a financing by the national budgets, preferred by Germany and the United Kingdom. At the same time, the communication recommends entrusting the setting up of the infrastructure to a private dealer. It is up to the Council of Ministers of transport to take the final decision on the matter.

## Social services of general interest

During the conference "Social and health services of general interest. Towards a European strategy?" organised on the 5<sup>th</sup> June, by the SSIG-fr group in partnership with six European networks, Commissioner Spidla, in charge of Employment, Social Affairs & Equal Opportunities, announced that he would submit, in Autumn 2007, to the college of commissioners of the Commission, a communication to clarify the legal aspects raised by his communication of April 2006 "Implementing the Community Lisbon program : social services of general interest in the European Union" (see bulletin 194). This document, as well as the Communication on services of general interest, which is still being awaited, should be part of the report announced by the Commission and slated for Autumn, on the revision of the strategy for the single market of the 21<sup>st</sup> century (see bulletin 217).

## Transports

♦ **Third maritime "package"**: The Parliament has adopted in its first reading, on 25<sup>th</sup> April, its reports on five of the seven proposals of the group of reports composing the third maritime legislative "package", known as Erika III .../...

dont l'objectif est le renforcement des mesures de prévention des accidents et pollutions maritimes et le traitement des accidents mettant en cause des navires. Les rapports concernant les deux autres propositions du paquet législatif avaient été approuvés le 29 mars précédent (voir bulletin 215/216). Les cinq propositions concernent le contrôle de l'état du port (directive), la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information (directive), l'établissement de règles et de normes communes pour les organes habilités à effectuer l'inspection et le contrôle des navires (directive), la responsabilité des entreprises assurant le transport de voyageurs par mer ou navigation intérieure (règlement), les principes régissant les enquêtes sur les accidents (directive). Le Parlement a soutenu l'essentiel des propositions de la Commission. Toutefois, il a notamment demandé que ce soient les Etats membres qui indemnisent les ports pour les pertes subies lors de l'accueil de navires en détresse, il a abaissé le montant des amendes infligeables aux compagnies en infraction, il s'est opposé à ce que les navires de pêche de moins de 24 mètres circulant dans les eaux territoriales soient équipés de systèmes d'identification automatique.

♦ **Livre vert sur les transports urbains** : Le calendrier prévisionnel annoncé par la Commission est le suivant : adoption du Livre vert en septembre 2007, consultations sur le Livre vert et sur un plan d'action de l'hiver 2007 à l'été 2008, adoption du plan d'action à l'automne 2008.

---

## Cour de justice

**Entreprise publique, passation de marchés publics et notion de collectivité publique** : Saisie de manière préjudicielle sur une affaire de passation de marchés publics à une entreprise publique sans appel d'offres, la Cour va un peu plus loin que dans ses arrêts précédents et précise que la notion de collectivité publique recouvre les différents niveaux territoriaux, de l'Etat aux collectivités locales, pris comme un ensemble.

Dans l'affaire C-295/05 jugée le 19 avril dernier, un plaignant met en cause le statut juridique de la société d'Etat espagnole Tragsa qui lui permet de ne pas être soumise aux directives européennes sur les passations de marchés publics et, ainsi, d'abuser d'une position dominante sur le marché espagnol des travaux, des projets et des services forestiers.

Pour dire que le régime de passation des marchés publics ne s'oppose pas au statut juridique de l'entreprise, la Cour retient plusieurs éléments : les liens de Tragsa avec les collectivités publiques sont de nature interne, dépendante et subordonnée et non pas contractuelle (point 51) ; Tragsa est une société d'Etat au capital social de laquelle peuvent également participer les communautés autonomes, dans les faits l'Etat espagnol détient 99% du capital et quatre communautés autonomes le 1% restant (point 58) ; Tragsa, agit en qualité de moyen instrumental propre et service technique de l'administration générale de l'Etat, de communautés autonomes et d'organismes publics dépendant de ces dernières, elle est tenue de réaliser les commandes qui lui sont par eux confiées dans les domaines relevant de son objet social, elle ne dispose pas de la possibilité de fixer librement le tarif de ses interventions (points 50 et 60) ; Tragsa réalise l'essentiel de son activité (en l'occurrence 55% avec les collectivités autonomes et 35% avec l'Etat) avec les collectivités publiques qui la détiennent, "ces dernières prises dans leur ensemble" (points 62 et 63).

whose objective is the reinforcement of measurements for the prevention of accidents and maritime pollution and the handling of accidents involving ships. Reports on the two other proposals of the legislative package had been previously approved, on 29<sup>th</sup> March (see bulletin 215/216). The five proposals concerning the verification of the state of the port (directive), the setting up of a Community system for the follow-up of the traffic of vessels and of information (directive), the setting up of common rules and standards for bodies mandated to carry out the inspection and the verification of ships (directive), the responsibility of companies ensuring passenger transport by sea or by inland navigation (regulation), the principles governing investigations into accidents (directive). The Parliament supported most of the Commission's proposals. However, it asked, in particular, that Member States should be responsible for the compensating ports for the losses incurred during the reception of ships in distress, it lowered the amount of fines imposed on companies in infringement, it was opposed to the requirement that fishing vessels measuring less than 24 meters circulating in territorial waters be equipped with systems for automatic identification.

♦ **Green Paper on urban transport**: The provisional calendar announced by the Commission is as follows: adoption of the Green Paper in September 2007, consultations on the Green Paper and on the Winter 2007 action plan, in Summer 2008, adoption of the action plan in Autumn 2008.

---

## The Court of Justice

**State undertaking, public procurement contracts and the concept of public bodies**: In a request for a preliminary ruling in a case involving the awarding of public contract to a public company without invitation to tender, the Court goes a little further than in its preceding decisions and specifies that the concept of public entity covers various territorial, State and local communities levels, taken as a unit.

In the case n° C-295/05 judged on 19<sup>th</sup> April, the plaintiff questions the legal status of the Spanish public undertaking, Tragsa which enables it not to be subjected to the European directives as regards the awarding of public procurement contracts and, thus, to misuse a dominant position on the Spanish works, projects and forest services market.

In order to state that the system of awarding public contracts is not opposed to the legal status of the company, the Court presents several elements: Tragsa's relations with public bodies, are not contractual, but in every respect internal, dependent and subordinate (item 51); Tragsa is a State company with authorised share capital to which Autonomous Communities can participate, in fact 99% of Tragsa's share capital is held by the Spanish State and the four Autonomous Communities hold the remaining 1% (item 58); Tragsa, acts as an instrument and a technical service of the General State Administration, of the Autonomous Communities and the public bodies subject to them, it is required to carry out orders given it by the public authorities, including the Autonomous Communities in the areas covered by its company objects, it is not free to fix the charges for its actions (items 50 and 60); Tragsa carries out most of its activities ( 55% with the Autonomous Communities and 35% with the State) with public authorities and bodies which control it, "the latter being considered together". (items 62 and 63).